



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.030/2
du 3 février 2014

advies 55.030/2
van 3 februari 2014

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen'

Le 10 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 février 2014.

*

Op 10 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 februari 2014.

*

OBSERVATION PRÉALABLE

Un grand nombre de dispositions de l'avant-projet tendent à remplacer le renvoi opéré dans plusieurs lois particulières à la loi du 22 mars 1993 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' par un renvoi à la « nouvelle » loi bancaire dont l'avant-projet a fait l'objet de l'avis 54.982/2 donné par la section de législation du Conseil d'État le 27 janvier 2014¹.

Compte tenu des délais impartis à la section de législation et du nombre d'affaires actuellement soumises pour avis, il n'a pas été possible de consacrer un examen approfondi à l'exactitude des renvois nouvellement faits, notamment quant à la correcte référence des articles concernés de la « nouvelle » loi bancaire en projet.

L'auteur de l'avant-projet est dès lors invité à vérifier avec soin la correction de ces renvois. Il va sans dire qu'il devra également tenir compte des éventuelles modifications ou ajouts que le projet de « nouvelle » loi bancaire aurait subis au cours de son examen par le Parlement.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 20

1. Au paragraphe 1^{er} de l'article 90/1 en projet de la loi du 9 juillet 1975 'relative au contrôle des entreprises d'assurances', il convient, pour se conformer à l'article 524bis du Code des sociétés, de supprimer, dans la seconde phrase, les mots « la détermination de ».
2. Pour tenir compte de la possibilité, prévue à l'article 22 de l'avant-projet (article 90/3 en projet de la loi précitée du 9 juillet 1975), que la Banque autorise l'entreprise d'assurance à déroger à l'obligation de constituer un comité de direction, il conviendrait de prévoir au paragraphe 2 que « le conseil d'administration compte une majorité de personnes qui ne sont pas membres du comité de direction ou ne sont pas chargées de la direction effective ».
3. La section de législation se demande si le paragraphe 4 n'est pas superflu car, si on confie la gestion journalière visée à l'article 525 du Code des sociétés à un membre du conseil d'administration, il en devient *de facto* un membre exécutif.
4. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour les articles 21, 27, 28, 103 et 104 de l'avant-projet.

¹ Avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' (ci-après : la « nouvelle » loi bancaire).

Article 22

Aux termes de l'article 90/3, alinéa 1^{er}, en projet de la loi précitée du 9 juillet 1975, « [l]a Banque peut, en fonction de la taille et du profil de risques d'une entreprise d'assurance, autoriser celle-ci à déroger, en tout ou en partie, aux obligations prévues par les articles 90/1 et 90/2 », respectivement en projet aux articles 20 et 21.

Le commentaire de ces articles 20 et 21 renvoie, *in fine*, « au commentaire des articles 24 et 25 de la loi bancaire en projet ».

Ce commentaire des articles 24 et 25 de l'avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' – sur lequel la section de législation a donné le 27 janvier 2014 son avis 54.982/2 – précise notamment ce qui suit :

« Le projet de loi rend à présent obligatoire la mise en place d'un comité de direction au sein de l'organe légal d'administration des établissements de crédit, quelle que soit leur forme juridique. Cette obligation matérialise l'un des objectifs de la Directive, à savoir la nécessité d'opérer une distinction claire, au sein de l'organe légal d'administration, entre les fonctions de surveillance et de contrôle de l'établissement d'une part, et celles de sa direction effective, d'autre part ».

Certes, la Banque nationale devra, lorsqu'elle accorde des dérogations, respecter le principe de proportionnalité, dont le commentaire de l'article 26 de l'avant-projet de loi précité - qui correspond à l'article 90/3 en projet à l'article 22 – précise d'ailleurs qu'il en est la concrétisation. Il n'en demeure pas moins que, dans un souci d'encadrer le pouvoir de la Banque nationale, le mot « notamment » devrait être omis. Ce faisant, l'on réduit les risques d'éventuelles différences non justifiées entre les bénéficiaires de la règle.

Cette observation vaut aussi, *mutatis mutandis*, pour l'article 91^{ter}/4 de la loi précitée du 9 juillet 1975, en projet à l'article 29, concernant les sociétés holding d'assurance, et pour l'article 17/3 de la loi du 16 février 2009 'relative à la réassurance', en projet à l'article 105, concernant les entreprises de réassurance.

Article 25

Au paragraphe 2 de l'article 90^{bis}, § 1^{er}, en projet de la loi précitée du 9 juillet 1975, la section de législation se demande si l'intention du législateur est bien de ne soumettre à l'approbation préalable de l'autorité de contrôle que la nomination des personnes visées au paragraphe 1^{er} et non leur renouvellement, leur non-renouvellement, leur révocation ou leur démission.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour les articles 43, 83, 109, 124, 134, 141 et 151 de l'avant-projet.

Article 32

L'article 32 modifie l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 2 janvier 1991 'relative au marché de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire', qui concerne notamment la possibilité pour la Banque nationale de Belgique d'infliger des sanctions administratives, pour y remplacer la référence faite à la loi précitée du 22 mars 1993, dont l'abrogation est envisagée par un avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit', par une référence à cette dernière loi en projet. Ce même article 13 prévoit en son paragraphe 2, alinéa 2, que « les dispositions correspondantes qui sanctionnent pénalement les dispositions précitées sont d'application ».

Or, ainsi qu'il a été rappelé par l'observation n° 2 formulée sur les articles 347 et 348 de cet avant-projet dans l'avis 54.982/2 donné le 27 janvier 2014, lorsqu'un dispositif pénal s'ajoute pour les mêmes faits à un régime de sanctions administratives, il y a lieu d'en éviter l'application cumulative, et ce dans le respect du principe « *non bis in idem* » consacré par l'article 4 du Protocole n° 7 à la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 14, § 7, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Il est renvoyé sur ce point à cette observation, qui vaut également, *mutatis mutandis*, pour les différentes lois modifiées par l'avant-projet dans lesquelles pareil cumul risque de se présenter. Les réserves émises dans l'avis 54.982/2 précité au sujet du régime d'imputation des amendes administratives sur le montant des éventuelles amendes pénales, organisé par l'article 73 de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers', concernent également le régime similaire prévu par l'article 36/12 de la loi précitée du 22 février 1998, non modifié sur ce point par l'article 71 de l'avant-projet.

Article 55

L'article 55 tend à modifier l'article 12, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique' sans tenir compte, semble-t-il, du remplacement de l'ensemble de cet article 12 envisagé par l'article 3 de l'avant-projet de loi 'établissant les mécanismes d'une politique macroprudentielle et précisant les missions spécifiques dévolues à la Banque nationale de Belgique dans le cadre de sa mission visant à contribuer à la stabilité du système financier', qui sera examiné par la section de législation du Conseil d'État sous le numéro de rôle 54.983/2/VR.

L'auteur de l'avant-projet veillera à harmoniser les deux démarches.

Article 68

1. À l'article 36/9, paragraphe 1^{er}/1, alinéa 2, en projet de la loi précitée du 22 février 1998, il est préférable de remplacer les mots « par citation » par les mots « par exploit d'huissier ».

2. Selon l'article 36/9, § 1^{er}/1, alinéa 4, 1°, c), en projet de la loi précitée du 22 février 1998, lors de l'audition de personnes dans le cadre d'une instruction pouvant conduire à une amende administrative, l'auditeur doit notamment faire savoir à la personne interrogée « que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice ».

Cette règle n'est admissible que dans les limites fixées tant par la jurisprudence belge que par la jurisprudence européenne sur le droit au silence et le droit de ne pas s'accuser ².

Article 70

L'article 70, 5°, de l'avant-projet remplace, à l'article 36/11, § 4, en projet, de la loi précitée du 22 février 1998, les mots « Le montant de l'amende ou des astreintes » par ceux de « Sauf critères additionnels ou différents fixés par des lois particulières, le montant de l'amende ».

Pour assurer une correcte information des destinataires de la règle ainsi modifiée, l'auteur du projet est invité, dans le commentaire consacré aux articles 66 à 75 et 77, à illustrer, par quelques exemples concrets, comment vont s'articuler le dispositif de la loi précitée du 22 février 1998 et celui d'autres lois particulières qui prévoient des mécanismes particuliers de fixation du montant d'amendes et astreintes.

² En ce sens : l'avis 54.982/2 donné le 27 janvier 2014, précité, observation formulée sur l'article 348.

Article 163

Au texte en projet au 2°, la concordance entre les versions française et néerlandaise devrait être vérifiée, le Conseil d'État, n'ayant pas, par ailleurs, disposé d'une version complète du texte français.

Article 169

1. À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des lois, fixé par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il y a lieu de renoncer à l'entrée en vigueur immédiate de la plupart des dispositions de l'avant-projet, tel que le prévoit l'article 169, alinéa 1^{er}, afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. S'agissant de l'habilitation conférée au Roi par l'article 169, alinéa 2, les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle l'avant-projet entrerait en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir³, ainsi que le prévoit au demeurant l'alinéa 3 de la disposition à l'examen pour une autre disposition de l'avant-projet⁴.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. L'article 7 de l'avant-projet tend à compléter l'article 36/14, § 1^{er}, de la loi précitée du 22 février 1998 d'un 20° et l'article 76 de l'avant-projet d'un 19°. Or, ainsi que l'indique la phrase liminaire de l'article 7, ce paragraphe 1^{er} a été modifié en dernier lieu par la loi du 27 novembre 2012, dont l'article 118 a complété d'un 17° l'article 36/14, § 1^{er}, précité. La numérotation des textes en projet doit donc être revue afin d'y éviter la discontinuité résultant du défaut de 18°.

En outre, il convient d'ajouter dans la phrase liminaire de l'article 76 de l'avant-projet la mention des modifications apportées à l'article 36/14, § 1^{er}, de la loi précitée du 22 février 1998 par les lois des 28 juillet 2011 et 27 novembre 2012.

2. Dans l'article 12 de l'avant-projet, il convient de préciser que l'article 15bis, § 4, de la loi précitée du 9 juillet 1975 a été remplacé par la loi du 20 juin 2005 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011.

Dans la phrase liminaire de l'article 13 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner la modification apportée par la loi précitée du 16 février 2009.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154 à 154.1.2 et formule F-4-5-2-1.

⁴ Cette disposition sera toutefois rédigée conformément aux indications suggérées dans la formule F-4-5-2-1 dont il est question dans la note précédente.

Dans l'article 14 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 19 juillet 1991 et remplacée par celle du 31 juillet 2009.

Dans la phrase liminaire de l'article 16 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par l'arrêté royal du 12 août 1994.

Dans l'article 17 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner aussi la modification apportée par la loi du 6 décembre 2004.

Dans l'article 18 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner aussi la modification apportée par l'arrêté royal du 12 août 1994.

Dans la phrase liminaire de l'article 25 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi précitée du 16 février 2009.

Dans la phrase liminaire de l'article 26 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 20 juin 2005 et modifiée aussi par les lois des 16 février 2009 et 31 juillet 2009.

Dans l'article 30 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner aussi les modifications apportées par la loi du 16 février 2009 et par l'arrêté royal du 3 mars 2011.

Dans la phrase liminaire de l'article 31 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 20 juin 2005.

Dans la phrase liminaire de l'article 33 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 11 février 1994.

Dans la phrase liminaire de l'article 34 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par la loi du 18 janvier 2010.

L'article 46 de la loi précitée du 6 avril 1995 n'a pas été modifié en dernier lieu par la loi du 28 juillet 2011 mais par l'arrêté royal du 12 novembre 2013 ; c'est par conséquent ce dernier qu'il convient de mentionner à l'article 38 de l'avant-projet.

Dans la phrase liminaire de l'article 40 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par l'arrêté royal du 27 avril 2007.

Dans l'article 42 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par la loi du 31 juillet 2009.

Dans la phrase liminaire de l'article 43 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 15 mai 2007.

Dans la phrase liminaire de l'article 44 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par l'arrêté royal du 27 avril 2007 et modifiée par celui du 3 mars 2011.

Dans la phrase liminaire de l'article 46 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par la loi du 20 juin 2005 et, au 1°, de mentionner également la modification apportée par l'arrêté royal du 12 novembre 2013.

Dans l'article 47 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner aussi la modification apportée par l'arrêté royal du 3 mars 2011.

Dans la phrase liminaire de l'article 54 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner aussi les modifications apportées par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 7 décembre 2007.

3. La section de législation ne voit pas la raison de la renumérotation prévue par l'article 63, 2°, de l'avant-projet, et ce d'autant moins que l'article 2 de l'avant-projet qui fait l'objet de l'avis 54.866/2 donné le 15 janvier 2014 tend à ajouter à l'article 36/1 de la loi du 22 février 1998 des 22°, 23° et 24° nouveaux.

4. Dans la phrase liminaire des articles 65 et 67 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition et l'intitulé modifiés ont été insérés par l'arrêté royal du 3 mars 2011.

Au 1° de l'article 76 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner le remplacement de l'alinéa modifié par la loi du 28 juillet 2011.

Dans la phrase liminaire de l'article 81 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que l'article 2 de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' a été modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013.

Dans la phrase liminaire de l'article 82 de l'avant-projet, il y a lieu de viser « l'article 17, § 1^{er}, 4°, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 27 avril 2007 ».

Dans la phrase liminaire de l'article 83 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que l'article remplacé a été inséré par l'arrêté royal du 27 avril 2007.

Dans la phrase liminaire de l'article 93 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été insérée par l'arrêté royal du 3 mars 2011 et modifiée par la loi du 17 juillet 2013, ce qui a rendu sans objet la modification précédente par la loi du 27 novembre 2012, qu'il n'y a dès lors pas lieu de mentionner au 1°.

Dans la phrase liminaire de l'article 95 de l'avant-projet, il y a lieu d'omettre les mots « , modifiée en dernier lieu par la loi du 13 décembre 2012, ».

Dans l'article 107 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par la loi du 31 juillet 2009.

Dans l'article 128 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que la disposition modifiée a été remplacée par la loi du 27 novembre 2012.

Dans l'article 139 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que les intitulés à remplacer ont été insérés par la loi du 27 novembre 2012.

Dans l'article 158 de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner que l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'État a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011. Cet article 158 de l'avant-projet doit en outre être revu pour tenir compte du fait que l'article 30 qu'il tend à modifier ne comporte pas de paragraphe 2^{ter}.

*

VOORAFGAANDE OPMERKING

Tal van bepalingen van het voorontwerp strekken ertoe de verwijzing in meerdere bijzondere wetten naar de wet van 22 maart 1993 'op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen' te vervangen door een verwijzing naar de "nieuwe" bankwet. Over het voorontwerp van die bankwet heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 27 januari 2014 advies 54.982/2 gegeven.¹

Gelet op de termijnen die de afdeling Wetgeving zijn toegemeten en op het aantal zaken dat thans om advies is voorgelegd, was het onmogelijk een grondig onderzoek te voeren naar de juistheid van de nieuwe verwijzingen, inzonderheid inzake de correcte vermelding van de betreffende artikelen van de ontworpen "nieuwe" bankwet.

De steller van het voorontwerp moet dus zorgvuldig nagaan of die verwijzingen juist zijn. Tevens moet uiteraard rekening worden gehouden met eventuele wijzigingen of toevoegingen die tijdens de behandeling in het Parlement in het ontwerp van "nieuwe" bankwet zouden zijn aangebracht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 20

1. In paragraaf 1 van het ontworpen artikel 90/1 van de wet van 9 juli 1975 'betreffende de controle der verzekeringsondernemingen' moeten de woorden "de vaststelling van" in de tweede zin worden weggelaten overeenkomstig artikel 524bis van het Wetboek van Vennootschappen.
2. In paragraaf 2 moet worden bepaald dat "de meerderheid van de leden van de raad van bestuur geen lid [zijn] van het directiecomité of niet belast zijn met de effectieve leiding", teneinde de mogelijkheid in aanmerking te nemen, vermeld in artikel 22 van het voorontwerp (ontworpen artikel 90/3 van de voornoemde wet van 9 juli 1975), dat de Bank de verzekeringsonderneming toestaat dat wordt afgeweken van de verplichting een directiecomité op te richten.
3. De afdeling Wetgeving vraagt zich af of paragraaf 4 niet overbodig is. Immers, indien het dagelijks bestuur, waarvan sprake is in artikel 525 van het Wetboek van Vennootschappen, aan een lid van de raad van bestuur wordt opgedragen, wordt deze *de facto* een uitvoerend lid van die raad.
4. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor de artikelen 21, 27, 28, 103 en 104 van het voorontwerp.

¹ Voorontwerp van wet 'op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen' (hierna: de "nieuwe" bankwet).

Artikel 22

Luidens het ontworpen artikel 90/3, eerste lid, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 “[kan d]e Bank [...] op grond van de omvang en het risicoprofiel van een verzekeringsonderneming toestaan dat geheel of gedeeltelijk wordt afgeweken van de verplichtingen van de artikelen 90/1 en 90/2”, ontworpen in respectievelijk de artikelen 20 en 21.

In de bespreking van die artikelen 20 en 21 wordt *in fine* verwezen “naar de commentaar bij de artikelen 24 en 25 van het ontwerp van bankwet”.

Die commentaar bij de artikelen 24 en 25 van het voorontwerp van wet ‘op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen’ – waarover de afdeling Wetgeving op 27 januari 2014 haar advies 54.982/2 heeft uitgebracht – preciseert onder meer het volgende:

“Het ontwerp van wet maakt de oprichting van een directiecomité binnen het wettelijk bestuursorgaan van de kredietinstellingen nu verplicht, ongeacht hun rechtsvorm. Deze verplichting geeft uitvoering aan één van de doelstellingen van de Richtlijn, namelijk de noodzaak om binnen het wettelijk bestuursorgaan een duidelijk onderscheid te maken tussen de toezicht- en controlefuncties van de instelling, enerzijds, en die van de effectieve leiding, anderzijds”.

Wanneer de Nationale Bank afwijkingen toestaat, moet ze weliswaar het evenredigheidsbeginsel in acht nemen, waaraan artikel 26 van het voornoemde voorontwerp van wet – dat overeenstemt met het in artikel 22 ontworpen artikel 90/3 – luidens de bespreking ervan overigens concreet gestalte geeft. Maar met het oog op het afbakenen van de bevoegdheid van de Nationale Bank, moeten de woorden “met name” worden weggelaten. Aldus verkleint men het risico dat niet-gerechtvaardigde verschillen tussen de adressaten van de regel ontstaan.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 91^{ter}/4 van de voornoemde wet van 9 juli 1975, ontworpen in artikel 29, betreffende de verzekeringsholdings en voor artikel 17/3 van de wet van 16 februari 2009 ‘op het herverzekeringsbedrijf’, ontworpen in artikel 105, betreffende de herverzekeringsondernemingen.

Artikel 25

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het in paragraaf 2 van het ontworpen artikel 90^{bis}, § 1, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 inderdaad de bedoeling van de wetgever is dat de voorafgaande goedkeuring van de toezichthouder alleen vereist is voor de benoeming van de in paragraaf 1 bedoelde personen, en niet voor de hernieuwing of de niet-hernieuwing van hun benoeming of voor hun afzetting of ontslag.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 43, 83, 109, 124, 134, 141 en 151 van het voorontwerp.

Artikel 32

Artikel 13, § 2, eerste lid, 1°, van de wet van 2 januari 1991 ‘betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium’, dat inzonderheid betrekking heeft op de mogelijkheid voor de Nationale Bank van België om bestuursrechtelijke sancties op te leggen, wordt bij artikel 32 gewijzigd om daarin de verwijzing naar de voornoemde wet van 22 maart 1993, waarvan de opheffing wordt beoogd door een voorontwerp van wet ‘op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen’, te vervangen door een verwijzing naar die laatstgenoemde ontworpen wet. Paragraaf 2, tweede lid, van datzelfde artikel 13 stelt het volgende: “[d]e daarmee overeenstemmende bepalingen die de niet-naleving van voornoemde bepalingen bestraffen zijn van toepassing”.

Zoals in advies 54.982/2 van 27 januari 2014 in opmerking 2 betreffende de artikelen 347 en 348 van dat voorontwerp is opgemerkt, moet worden vermeden dat voor dezelfde feiten een strafbepaling bovenop een regeling van administratieve sancties komt, met inachtneming van het beginsel “*non bis in idem*”, dat is vastgelegd in artikel 4 van Protocol nr. 7 bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en in artikel 14, § 7, van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

In dit verband wordt verwezen naar die opmerking die *mutatis mutandis* ook geldt voor de verschillende wetten die het voorontwerp wijzigt en waarin een dergelijke cumulatie zich dreigt voor te doen. Het voorbehoud dat in het voornoemde advies 54.982/2 is geformuleerd in verband met de regeling waarbij administratieve geldboetes worden aangerekend op het bedrag van eventuele strafrechtelijke geldboetes, vastgesteld in artikel 73 van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’, heeft tevens betrekking op de soortgelijke regeling in artikel 36/12 van de voornoemde wet van 22 februari 1998 dat op dit punt niet wordt gewijzigd door artikel 71 van het voorontwerp.

Artikel 55

Artikel 55 strekt tot wijziging van artikel 12, eerste lid, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’, zonder blijkbaar rekening te houden met het feit dat artikel 3 van het voorontwerp van wet ‘tot invoering van de mechanismen voor een macroprudentieel beleid en tot vaststelling van de specifieke taken van de Nationale Bank van België in het kader van haar opdracht om bij te dragen tot de stabiliteit van het financiële stelsel’, dat onder rolnummer 54.983/2/VR bij de afdeling Wetgeving van de Raad van State in studie is, de vervanging beoogt van heel dat artikel 12.

De steller van het voorontwerp moet die twee wetgevende initiatieven met elkaar in overeenstemming brengen.

Artikel 68

1. In het ontworpen artikel 36/9, paragraaf 1/1, tweede lid, van de voornoemde wet van 22 februari 1998 verdient het de voorkeur de woorden “door een dagvaarding” te vervangen door de woorden “bij deurwaardersexploot”.

2. Wanneer personen worden gehoord in het kader van een onderzoek dat tot een administratieve geldboete kan leiden, moet de auditeur luidens het ontworpen artikel 36/9, § 1/1, vierde lid, 1°, c), van de voornoemde wet van 22 februari 1998, de persoon die wordt gehoord onder meer meedelen dat “zijn verklaringen als bewijs in rechte kunnen worden gebruikt”.

Die regel is slechts aanvaardbaar binnen de grenzen die zowel de Belgische als de Europese rechtspraak vaststellen inzake het zwijgrecht en het recht om zichzelf niet te beschuldigen.²

Artikel 70

In artikel 70, 5°, van het voorontwerp worden de woorden “Het bedrag van de geldboete of van de dwangsommen wordt vastgesteld” in het ontworpen artikel 36/11, § 4 vervangen door de woorden “Behoudens door bijzondere wetten bepaalde bijkomende of andere criteria wordt het bedrag van de geldboete vastgesteld”.

Teneinde de adressaten van de aldus gewijzigde regel correct te informeren, moet de steller van het ontwerp in de bespreking van de artikelen 66 tot 75 en 77 met enkele concrete voorbeelden duidelijk maken hoe het dispositief van de voornoemde wet van 22 februari 1998 zich verhoudt tot de tekst van andere bijzondere wetten die voorzien in bijzondere regelingen om het bedrag van geldboetes en dwangsommen vast te stellen.

Artikel 163

In het ontworpen onderdeel 2° dient de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie nagegaan te worden; de Raad van State heeft overigens niet over een volledige versie van de Franse tekst kunnen beschikken.

Artikel 169

1. Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van wetten, vastgesteld bij artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient er afgezien te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding van het merendeel van de bepalingen van het voorontwerp, zoals bepaald wordt

² In die zin: voornoemd advies 54.982/2 van 27 januari 2014, opmerking betreffende artikel 348.

in artikel 169, eerste lid, teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. Wat betreft de machtiging die aan de Koning wordt verleend door artikel 169, tweede lid, zouden de prerogatieven van de wetgever beter in acht worden genomen indien een uiterste datum werd bepaald waarop het voorontwerp in werking zal treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen³, zoals overigens wordt bepaald in het derde lid van de voorliggende bepaling met betrekking tot een andere bepaling van het voorontwerp⁴.

SLOTOPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

1. Artikel 7 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 36/14, § 1, van de voornoemde wet van 22 februari 1998 aan te vullen met een onderdeel 20° en artikel 76 van het voorontwerp beoogt datzelfde artikel aan te vullen met een onderdeel 19°. Zoals evenwel wordt gesteld in de inleidende zin van artikel 7 is die paragraaf 1 laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 november 2012, waarvan artikel 118 het voornoemde artikel 36/14, § 1, heeft aangevuld met een onderdeel 17°. De nummering van de ontworpen teksten moet derhalve worden herzien ten einde de discontinuïteit op te vangen als gevolg van het ontbreken van een onderdeel 18°.

In de inleidende zin van artikel 76 van het voorontwerp dienen daarenboven de wijzigingen te worden vermeld die in artikel 36/14, § 1, van de voornoemde wet van 22 februari 1998 aangebracht zijn bij de wetten van 28 juli 2011 en 27 november 2012.

2. In artikel 12 van het voorontwerp behoort te worden gepreciseerd dat artikel 15bis, § 4, van de voornoemde wet van 9 juli 1975 vervangen is bij de wet van 20 juni 2005 en gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011.

In de inleidende zin van artikel 13 van het voorontwerp behoort de wijziging te worden vermeld die aangebracht is bij de voornoemde wet van 16 februari 2009.

In artikel 14 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 19 juli 1991 en vervangen is bij die van 31 juli 2009.

In de inleidende zin van artikel 16 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994.

In artikel 17 van het voorontwerp behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijziging die aangebracht is bij de wet van 6 december 2004.

In artikel 18 van het voorontwerp behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijziging die aangebracht is bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994.

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-1.

⁴ Deze bepaling moet evenwel worden gesteld overeenkomstig de aanwijzingen in formule F 4-5-2-1 waarvan sprake is in de vorige voetnoot.

In de inleidende zin van artikel 25 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de voornoemde wet van 16 februari 2009.

In de inleidende zin van artikel 26 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 20 juni 2005 en eveneens gewijzigd is bij de wetten van 16 februari 2009 en 31 juli 2009.

In artikel 30 van het voorontwerp behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijzigingen die aangebracht zijn bij de wet van 16 februari 2009 en bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011.

In de inleidende zin van artikel 31 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 20 juni 2005.

In de inleidende zin van artikel 33 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 11 februari 1994.

In de inleidende zin van artikel 34 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij de wet van 18 januari 2010.

Artikel 46 van de voornoemde wet van 6 april 1995 is niet laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 juli 2011, maar wel bij het koninklijk besluit van 12 november 2013; van deze laatste wijziging behoort bijgevolg melding te worden gemaakt in artikel 38 van het voorontwerp.

In de inleidende zin van artikel 40 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij het koninklijk besluit van 27 april 2007.

In artikel 42 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij de wet van 31 juli 2009.

In de inleidende zin van artikel 43 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 15 mei 2007.

In de inleidende zin van artikel 44 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij het koninklijk besluit van 27 april 2007 en gewijzigd is bij dat van 3 maart 2011.

In de inleidende zin van artikel 46 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij de wet van 20 juni 2005 en in onderdeel 1° behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijziging die aangebracht is bij het koninklijk besluit van 12 november 2013.

In artikel 47 van het voorontwerp behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijziging die aangebracht is bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011.

In de inleidende zin van artikel 54 van het voorontwerp behoort eveneens melding te worden gemaakt van de wijzigingen die aangebracht zijn bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 7 december 2007.

3. De afdeling Wetgeving begrijpt de reden niet voor de hernummering die voorgesteld wordt in artikel 63, 2°, van het voorontwerp, des, te minder daar artikel 2 van het voorontwerp waarover op 15 januari 2014 advies 54.866/2 gegeven is, ertoe strekt om in artikel 36/1 van de wet van 22 februari 1998 de nieuwe onderdelen 22°, 23° en 24° in te voegen.

4. In de inleidende zin van de artikelen 65 en 67 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling en het gewijzigde opschrift ingevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011.

In onderdeel 1° van artikel 76 van het voorontwerp behoort melding te worden gemaakt van de vervanging van het bij de wet van 28 juli 2011 gewijzigde lid.

In de inleidende zin van artikel 81 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat artikel 2 van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’ laatstelijk gewijzigd is bij de wet van 30 juli 2013.

In de inleidende zin van artikel 82 van het voorontwerp behoort verwezen te worden naar “artikel 17, § 1, 4 °, van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 april 2007”.

In de inleidende zin van artikel 83 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat het vervangen artikel ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 27 april 2007.

In de inleidende zin van artikel 93 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011 en gewijzigd is bij de wet van 17 juli 2013, waardoor de vorige wijziging die aangebracht is bij de wet van 27 november 2012 doelloos geworden is, welke dan ook niet moet worden vermeld in onderdeel 1°.

In de inleidende zin van artikel 95 van het voorontwerp behoren de woorden “, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 december 2012,” te worden weggelaten.

In artikel 107 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij de wet van 31 juli 2009.

In artikel 128 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de gewijzigde bepaling vervangen is bij de wet van 27 november 2012.

In artikel 139 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat de te vervangen opschriften ingevoegd zijn bij de wet van 27 november 2012.

In artikel 158 van het voorontwerp behoort te worden vermeld dat artikel 30 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State laatstelijk gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011. Dat artikel 158 van het voorontwerp dient bovendien aldus te worden herzien dat rekening wordt gehouden met het feit dat het artikel 30 waarvan het de wijziging beoogt geen paragraaf 2^{ter} bevat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT